

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 15/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DES GRAVIERES DE PERREUX**

Allée Barlotti  
RD 39  
42720 Vougy

Références : UDR-SSDAS-26-129-CR  
Code AIOT : 0006109043

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement SOCIETE DES GRAVIERES DE PERREUX implanté LIEUDIT CARRIERE DE SAINT MARCEL 69170 Saint Marcel l'Eclaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale sur la stabilité des carrières de roches massives.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES GRAVIERES DE PERREUX
- LIEUDIT CARRIERE DE SAINT MARCEL 69170 Saint Marcel l'Eclaire
- Code AIOT : 0006109043

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOGRAP matériaux est autorisée, par arrêté préfectoral du 24 décembre 2019, à exploiter l'ancienne carrière de roches massive sur la commune de Saint-Marcel l'Eclairé. Celle-ci avait fait l'objet d'une première exploitation de 1991 à 2006. En moyenne annuelle, l'exploitation extrait actuellement environ 50 000 tonnes de matériaux et valorise environ 20 000 tonnes de déchets inertes.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 8
- AR - 9
- Bruits et vibrations
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 2.1.3	Demande d'action corrective	6 mois
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 31/03/2021, article R. 541-43-1	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 7.1.2.4	Sans objet
2	Stabilité Carrière	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 7.1.2.2	Sans objet
4	Tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 5.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser sous 6 mois:

- une mesure de la concentration en PM10, de la concentration de la fraction alvéolaire ainsi que de la concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite);
- une amélioration de sa procédure d'acceptation des déchets inertes et le maintien à jour ses registres;
- le renseignement du RNDTS via Trackdéchets.

Ces points feront l'objet d'un contrôle lors de la prochaine visite d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conduite d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 7.1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage et extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Phase 1.</u> [...] L'exploitation du gisement débutera dans le secteur Nord-Ouest du site. La première phase d'exploitation permettra de restituer deux gradins d'une hauteur unitaire de 15 mètres. Le premier gradin, situé à la cote 510 m NGF sera remis en état et végétalisé. Le carreau d'exploitation se situera à la cote de 480 m NGF. Les matériaux abattus seront temporairement stockés puis dirigés vers la plateforme de traitement voisine pour être valorisés. <u>Phase 2.</u> La deuxième phase quinquennale se poursuivra par le défrichement complémentaire de 6 980 m <sup>2</sup> et par l'approfondissement de la fouille jusqu'à la cote de 465 m NGF. Le carreau d'exploitation représentera une emprise de l'ordre de 2 hectares. Les modalités d'exploitation seront maintenues. Cette phase restituera trois gradins aux cotes suivantes : 510 m NGF; 495 m NGF; 480 m NGF.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection le plan topographique de la carrière réalisé le 29 octobre 2025. L'exploitation est dans sa deuxième phase quinquennale.  Les banquettes en cours d'exploitation se situent aux cotes de 495 m NGF et 480 m NGF. Le gradin situé à la cote de 510 m NGF a été remis en état mais n'a pas fait l'objet d'une végétalisation à date. L'exploitant a procédé à un défrichement d'environ 3 400 m <sup>2</sup> dans la zone nord-est de la carrière pour permettre la poursuite de l'exploitation. 2  La conduite d'exploitation est réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Stabilité Carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 7.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Stabilité fronts et remblais
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les gradins ont une hauteur maximale de 15 m et une pente maximale de 82° en cours d'exploitation. En fin d'exploitation, la pente intégratrice générale des gradins est de 56°. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 9 mètres, en cours d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer

une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite sur site a permis de constater la bonne hauteur des gradins et le bon aspect de ceux-ci. Ils ont une hauteur de 15m et une pente intégratrice de 46°.</p> <p>La largeur du gradin situé à la cote de 495 m NGF est ponctuellement inférieure aux 9 mètres exigés sur sa partie ouest. L'exploitant a justifié cet écart par la présence du front historique de la carrière dans la zone, ne permettant pas d'atteindre les 9 mètres de largeur.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection, le rapport d'étude de stabilité réalisé le 17 septembre 2025 sur les fronts de la carrière. Celui-ci écarte le risque d'un glissement de plan, jugé très peu probable.</p> <p>La probabilité qu'une rupture d'un bloc rocheux survient est, elle aussi, très faible. Le rapport de stabilité développe plusieurs recommandations afin de garantir la stabilité de l'exploitation dans le temps.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit respecter l'ensemble des recommandations précisées dans le rapport de stabilité réalisé par Géotec et procèdera à une nouvelle étude de stabilité dans 7 ans, soit avant fin 2033.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Emissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. [...]</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauge de retombées, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003 et réalisé par un organisme agréé. [...] L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection, les rapports de mesures de retombées de poussières de l'année 2025.</p> <p>Les deux points de mesures en proximité d'habitation atteignent les valeurs de 23 et 33 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne annuelle glissante et sont donc conformes. Les mesures sont cependant réalisées selon la méthode des plaquettes.</p> <p><u>L'exploitant a indiqué à l'inspecteur que la prochaine campagne de mesure des retombées de poussières aura lieu en avril 2026 et sera réalisée par la méthode des jauges Owen.</u></p> <p>L'exploitant a procédé à la mesure des concentrations de la fraction alvéolaire et siliceuse des</p>

<p>poussières en 2024. <b>Cette mesure n'a pas été reconduite en 2025.</b></p> <p>Les valeurs obtenues sur les concentrations en poussières alvéolaires sont inférieures à la Valeur Limite d'Exposition Professionnelle sur la période de référence de 8h (VLEP8h). Concernant la concentration en poussière alvéolaire de quartz, les résultats sont inférieurs au seuil de 10% de la VLEP8h.</p> <p>Ni la cristobalite, ni la tridymite n'ont été détectées sur l'ensemble des mesures</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit procéder aux mesures des retombées de poussières exclusivement par la méthode des jauges Owen comme exigées par l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019.</b></p> <p><b>La mesure des concentrations de poussières en PM10, en faction alvéolaire et siliceuse doit être réalisée annuellement, et doit donc avoir lieu en 2026.</b></p> <p>L'exploitant tiendra à disposition les prochains rapports de mesures et feront l'objet d'un point de contrôle lors de la prochaine inspection du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 4 : Tirs de mine

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2019, article 5.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de tir</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. L'exploitant établit un plan de surveillance des vibrations: ce plan décrit notamment le choix de la localisation des sismogrammes ainsi que leur nombre. [...]</p> <p>Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures en chaque point.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de tirs de mine a été présenté lors de la visite d'inspection. Celui-ci est à jour et contient les éléments attendus.</p> <p>L'exploitant a réalisé 4 tirs de mines en 2024 et 1 tir de mine en 2025. Les tirs sont principalement réalisés lors du premier semestre de chaque année.</p> <p>La charge maximale totale par tir a été de 700kg en 2025.</p> <p>Les tirs font systématiquement l'objet d'une mesure de vibrations par 3 sismographes. En fonction des demandes des riverains, l'exploitant peut procéder à l'implantation de sismographes supplémentaires.</p> <p>La vitesse pondérée maximale enregistrée lors des tirs de 2024 et 2025 est de 1,7 mm/s.</p> <p>Les tirs de mines sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur et les valeurs mesurées sont faibles.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/03/2021, article R. 541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II : 1° Les ménages ; 2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m3 ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m3. 3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection, le Document d'Acceptation Préalable (DAP) des déchets entrants sur site. Ce document est complet et permet de s'assurer que les déchets ne proviennent pas d'un site susceptible d'être pollué.</p> <p>L'exploitant a alerté l'inspecteur de la difficulté d'obtenir toutes les DAP pour les petits et moyens producteurs de déchets. Dans ces cas-là, le DAP est complété sur place avec l'exploitant qui sensibilise le producteur pour les futurs apports de déchets.</p> <p>Les déchets entrants sont stockés, après analyse visuelle et olfactive, sur la plateforme de recyclage où trois cases de stockage sont installées et identifiées.</p> <p>Trimestriellement, l'exploitant procède à un contrôle inopiné d'un lot entrant. Celui-ci est isolé et identifié par une pancarte en attendant les résultats d'analyses.</p>

Lors de la visite d'inspection, l'inspecteur a vérifié la procédure de contrôle inopiné d'un lot pris au hasard. Les résultats du contrôle d'un lot de la société SNCTP du 6 février 2025 révèle une pollution de 620 mg/kg (pour une valeur limite de 500 mg/kg). **L'exploitant explique que le producteur du déchet est venu récupérer le lot mais celui-ci n'apparaît pas comme refusé dans le registre. De plus, le bordereau de refus n'a pas pu être retrouvé par l'exploitant.**

Le registre entrant et sortant est consultable sur le site de la carrière.  
Cependant, l'exploitant ne renseigne pas le RNDTS via Trackdéchets.

La déclaration GEREP pour l'année 2025 a bien été réalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit, sous 6 mois, améliorer la robustesse de la procédure de refus, maintenir à jour ses registres des déchets inertes ainsi que renseigner le RNDTS via Trackdéchet.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois